



Fiche pays

Bénin

(Programme SAHA)





L'équipe HI et les zones d'intervention

L'équipe HI au Bénin est composée de 22 salariés.





Données générales sur le pays

a. Données générales

Pays	BENIN	Pays voisin TOGO	France
Population	12123198	8278737	67391582
IDHI	0,545	0,515	0,809
Index de Développement Genre	0,855	0,822	0,98
Mortalité maternelle	397	396	10
GINI Index	47,8	43,1	31,6
Population sous mandate HCR	1 174	12 336	368 352
INFORM index	4,1	4,6	2,2
Index Etat Fragile	72,5	85,8	30,5
Protection Sociale Publique	4,2	2,6	31,7
Aide officielle au développement reçue	360,6	345,1	0

b. Instruments de Droit humanitaire ratifiés par le pays

Instruments de Droit humanitaire	Statut
Traité d'interdiction des mines	ratifié en 1998
Convention sur les bombes à sous munitions	Ratifiée le 10 juillet 2017
Convention relative aux droits des personnes handicapées	ratifiée en 2012



c. Analyse géopolitique

1. Contexte social, culturel et démographique

La république du Bénin est un pays de l’Afrique de l’Ouest situé dans le golfe de Guinée, dont la capitale politique est Porto-Novo et la capitale économique, Cotonou. Le pays couvre une superficie de près de 114 763 km² avec 121 Km de côte le long du Golfe de Guinée. Il est frontalier du Togo à l’Ouest, du Nigéria à l’Est, et du Burkina-Faso et du Niger au nord.

2. Contexte politique

Le Bénin profite d'un régime démocratique stable depuis 1990. En avril 2019, des élections législatives ont été organisées et ont été l'occasion de contestations de la part de l'opposition, compte tenu du fait que les partis d'opposition n'avaient pas pu y participer en application du nouveau code électoral.

3. Situation économique

L'économie béninoise dépend fortement du commerce informel de réexportation et de transit vers le Nigéria (qui représente environ 20 % du PIB) ainsi que de l'agriculture. L'économie informelle représenterait 65 % de l'activité totale et concernerait plus de 90 % de la population active.



Résumé de la présence HI dans le pays

Le programme Bénin a émergé du programme Togo en 1999 suite à une demande de formation des techniciens orthoprothésistes du Centre National Hospitalier et Universitaire (CNHU) de Cotonou. En 2003, à cause de difficultés à obtenir des financements, le programme Bénin a été fermé.

Entre 2003 et 2010, HI a dynamisé les échanges entre les programmes nationaux de lutte contre l'ulcère de Buruli du Togo, du Bénin et du Ghana. Durant cette période, le Bénin a bénéficié seulement de quelques missions courtes.

En 2010, le bureau HI a été rouvert à Cotonou suite à une demande du Ministère de la famille et de la solidarité nationale. HI avait mis en place plusieurs projets dès sa réouverture : un projet de lutte contre la Filariose lymphatique, un projet de promotion des droits des personnes en situation de handicap, un projet de sécurité routière ainsi qu'un projet de DLI. Le projet DECISIPH de promotion des droits des personnes handicapées a permis de redonner vie au mouvement associatif béninois et de créer un interlocuteur sérieux et fiable pour le gouvernement.

Durant la période 2013 en 2017, HI a exécuté trois projets dans les secteurs de l'éducation inclusive, le développement local et inclusif, et la gestion de la sécurité physique des armes et munitions. Le projet de développement local et inclusif a eu un vrai impact au niveau de Cotonou avec l'élaboration d'un recueil des normes minimales d'accessibilité à l'usage des communes et la relance du processus d'élaboration du code de construction inclusif. HI est depuis devenu une vraie référence dans le domaine de l'accessibilité.

A partir de 2018 les projets relatifs à l'insertion socio-économique, la sécurité routière 2, l'éducation inclusive 2 ont été lancés. Ils seront suivis respectivement en 2019 et 2020 des projets CAPAF-SEC 2/3 et DLI 2 puis le projet SIGNAL en 2021. L'ensemble de ces 6 projets sont toujours présentement en cours d'exécution.



Présentation des projets en cours

Secteurs où HI développe des projets avec focus sur les bénéficiaires et les partenaires

Secteur d'intervention principaux	Objectifs du projet dans le secteur	Activités principales	Bénéficiaires	Bénéficiaires à la fin du projet	Partenaires	Localisation	Date de début et fin du projet et ses bailleurs
Projet Sécurité Routière							
Mobilité sure et inclusive	Améliorer la situation des usagers de la route à travers une gestion efficace de la sécurité routière au Bénin.	<ul style="list-style-type: none">• Rédaction et adoption d'un nouveau code de la route• Renforcement et mobilisation des acteurs de la sécurité routière autour de la mise en œuvre d'un plan d'action national de sécurité routière.	<ul style="list-style-type: none">• 26 000 jeunes usagers vulnérables• 25 représentants des Organisations de la Société Civile et des Organisations de Personnes Handicapées actives dans le domaine de la sécurité routière• 20 cadres et agents du Centre National de Sécurité Routière	<ul style="list-style-type: none">• Les usagers de la route y compris les jeunes usagers de la route vulnérables (15-29 ans)• Les ministères et directions techniques en charges du transport et de la santé• Les professionnels du secteur de la sécurité routière• Les entreprises publiques et privées• Les Organisations de Personnes Handicapées et Organisations de la Société Civile, notamment celles	<ul style="list-style-type: none">• Ministère des Travaux Publics et des Transports (MTPT)• Centre National de Sécurité Routière (CNSR)• Réseau National des Associations pour la Sécurité Routière (RENASER)• Réseaux des journalistes et des animateurs pour la sécurité Routière (REJASER), le réseau des	Département du Littoral et de l'Atlantique	01.2018-12.2021 DGD



			<ul style="list-style-type: none"> • 10 formateurs et 1 000 recrues de la police 	<p>actives dans le domaine de la sécurité routière</p> <ul style="list-style-type: none"> • La gendarmerie et la police nationale 	<p>partenaires pour la sécurité routière (REPASER)</p>		
Projet Insertion Professionnelle							
Inclusion Economique	<p>Améliorer l'insertion économique et professionnelle des personnes handicapées au Bénin</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Diagnostic local sur l'accès à l'emploi pour les personnes handicapées • Renforcement des capacités de l'Agence Nationale Pour l'Emploi et des centres de formation • Sensibilisation des entreprises sur le sujet du handicap • Mise en place d'un fonds d'appui aux entreprises 	<ul style="list-style-type: none"> • 620 jeunes en situation de handicap • 3 centres de formation et promotion sociale • 40 cadres d'entreprise • 10 entreprises • 5 prestataires de services dans le domaine de l'insertion professionnelle 	<ul style="list-style-type: none"> • Les jeunes personnes handicapées demandeuses d'emploi (15-34 ans). • Les professionnels des services d'insertion professionnelle y compris les centres de formation, Instituts de Micro Finance et banques • Les entreprises publiques, privées et spécialisées • Les institutions publiques dont l'Agence Nationale Pour l'Emploi • Les partenaires sociaux • Les Organisations de Personnes Handicapées et Organisations de la Société Civile notamment celles actives dans le 	<ul style="list-style-type: none"> • Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE) • Fédération des Associations de Personnes Handicapées au Bénin (FAPHB) • Les centres de formation et de promotion sociale 	<p>Département du Littoral et de l'Atlantique</p>	<p>01.2018-12.2021</p> <p>DGD</p>



				<p>domaine de la Responsabilité Sociale des Entreprises</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les autorités publiques locales et nationales 			
Projet : Santé, Education et moyens de subsistance en Afrique, une approche d'inclusion durable							
Gouvernance Inclusive	<p>Améliorer la politique et la situation socio-économique des personnes handicapées en Afrique par leur participation effective à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques et de programmes aux niveaux local, national et régional qui remplissent leurs droits</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Evaluation des capacités des Organisations de Personnes Handicapées • Diagnostic local participatif : participation citoyenne des Personnes en Situation de Handicap et des barrières accès aux services sociaux de base • Renforcement organisationnel • Formation BRIDGE (Convention relative aux Droits des Personnes Handicapées, diversité Handicap, 	<ul style="list-style-type: none"> • 180 membres des 12 réseaux des Organisations de Personnes Handicapées seront formés • 10 jeunes seront accompagnés à la prise de parole individuelle • 2 centres de promotion sociale seront appuyés et accompagnés pour le référencement et l'orientation des jeunes en situation de handicap • 25 prestataires de services et chefs de service communaux • 10 prestataires accompagnés sur la 	<ul style="list-style-type: none"> • Les jeunes personnes en situation de handicap • Les Organisations de Personnes Handicapées et Organisations de la Société Civile • Les autorités publiques locales et nationales • Les prestataires de services 	<ul style="list-style-type: none"> • Fédération des Associations de Personnes Handicapées au Bénin (FAPHB) • Mairies de Cotonou et de Parakou 	<p>Communes de Cotonou et Parakou</p>	<p>01.2020-12.2022</p> <p>NORAD</p>



		<p>Politiques publiques, Objectifs de Développement Durable)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer des Organisations de Personnes Handicapées et Organisations de la Société Civile • Travaux d'accessibilité 	<p>qualité des services pour les Personnes Handicapées</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les membres de la Fédération des Associations de Personnes Handicapées seront sur BRIGDE • 20 élus locaux formés 				
Projet Education Inclusive							
Education Inclusive	<p>Améliorer de manière tangible les conditions de vie des personnes handicapées et des populations vulnérables à travers une approche inclusive et participative.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer pour la prise en compte des enfants handicapés dans les politiques et stratégies éducatives du pays. • Organiser des consultations des enfants handicapés vers des prestataires de soins • Former et soutenir les enseignants dans le domaine de l'éducation inclusive. 	<ul style="list-style-type: none"> • 500 enfants handicapés • 238 enseignants • 4 écoles spécialisées • 10 agents des services techniques déconcentrés • 2 ONG • 5 centres de Réadaptation à Base 	<ul style="list-style-type: none"> • Les enfants handicapés et leurs familles, • Les Organisations de Personnes Handicapées • Les acteurs du système éducatif 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministère des affaires sociales et de la microfinance • ONG La Colombe – Hibiscus • ONG Equilibre Bénin • Ministère des enseignements maternel et primaire 	<p>Département du Littoral et de l'Atlantique</p>	<p>01.2018-12.2021</p> <p>AFD</p>



Projet CAPAF SEC : « Renforcement des capacités africaines d'action humanitaire contre les mines (AHM), de gestion des risques posés par les armes et les munitions (GRAM) et de promotion d'environnements sécurisés »							
Prévention de la Violence Armée	<p>Améliorer la sécurité physique des populations africaines à travers le renforcement des capacités en matière d'Action Humanitaire contre les Mines et gestion et destruction des armes et munitions.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de l'offre et de la qualité de la formation du centre de perfectionnement aux actions post-confliktuelles de déminage et de dépollution. • Renforcement des capacités techniques en matière de gestion de la qualité des actions déminage et de gestion des stocks d'armes et de munitions • Appui à la recherche sur la violence armée 	<ul style="list-style-type: none"> • Le centre de perfectionnement aux actions post-confliktuelles de déminage et de dépollution. • Les acteurs étatiques (Centres nationaux de lutte antimines (CNLAM)) • les Commissions Nationales de lutte contre la prolifération les armes légères (Com.Nat) 	<ul style="list-style-type: none"> • Les communautés directement affectées par la menace des mines, Restes Explosifs de Guerre et Engins Explosifs Improvisés dans les zones ciblées • Les membres des équipes et partenaires dans les pays d'intervention HI 	<ul style="list-style-type: none"> • Le CPADD (Centre de perfectionnement aux actions post-confliktuelles de déminage et de dépollution) • Les commissions nationales de lutttes contre les armes légères et de petit calibre (Sénégal, Guinée-Bissau, Bénin, Niger et Tchad) • Les commissions Nationales de lutte contre les mines (Sénégal et RDC) 	<ul style="list-style-type: none"> • Bénin • Guinée Bissau • Niger • RDC • Sénégal • Tchad 	<p>07.2020-12.2021</p> <p>CDCS</p>



Renforcement des capacités de chaîne d'approvisionnement et d'accès des acteurs humanitaires et du marché	Améliorer l'impact de l'aide	<ul style="list-style-type: none">• Identification des zones pour les évaluations sur le terrain• Collecte de données secondaires• Evaluations marché / transport et réseaux routiers• Rapport d'analyse & création des cartes Indices de Vulnérabilité Logistique• Analyse et cartographie des données• Présentation des rapports et cartes• Feedback avec les organisations humanitaires et autorités sur la pertinence de l'Indice de Vulnérabilité Logistique.	Acteurs humanitaires / de développement	Communautés locales des zones d'intervention du projet	<ul style="list-style-type: none">• PONGIB• Mairies des communes d'intervention• Syndicats de transporteurs• Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB)• Ministère des infrastructures et du transport (MIT)• ANPC (Agence nationale de la protection civile)	<ul style="list-style-type: none">• Alibori (Malanville, Karimama, Banikoara, Gogounou, Kandi et Segbana)• Borgou (Parakou, Tchaourou, Kalalé, Pèrèrè, N'Dali et Bembèrèkè)	03.2021-10.2022 OFDA
--	------------------------------	--	---	--	--	--	--------------------------------



Projet MAKING IT WORK							
Gouvernance Inclusive	Renforcer la promotion, la protection et la réalisation des droits des personnes handicapées, avec une attention particulière sur la discrimination et la violence envers les femmes et les jeunes filles handicapées.	<ul style="list-style-type: none">• Identification d'organisations présentant de bonnes pratiques en lien avec la lutte contre les violences faites aux femmes handicapées.• Mise en place d'un plan de renforcement des capacités pour les organisations identifiées.	<ul style="list-style-type: none">• Organisations de personnes handicapées• Organisations de Femmes• Organisations de la société civile	<ul style="list-style-type: none">• Les Organisations de personnes handicapées• Les bénéficiaires des Organisations de personnes handicapées	En cours d'identification	<ul style="list-style-type: none">• Cotonou• Borgou• Région Atlantique	08.2020-07.2023



Bailleurs

<p>DGD</p>  <p>Belgique partenaire du développement</p>	<p>NORAD</p>  <p>Norad</p>
<p>AFD</p>  <p>AFD AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT</p>	<p>CDCS</p> <p>Avec la participation de</p>  <p>MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p>
<p>OFDA</p>  <p>USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE</p>	